



FEMMES ET PRECARITE EN CONTEXTE NEOLIBERAL

Par Roger Herla, Assistant de direction (CVFE)

Pour décrypter la précarité vécue par les femmes et ainsi nous donner des moyens de mieux la combattre, nous cherchons dans cette analyse à la situer dans une époque, dans un contexte socio-politique et économique qui l'englobe. Nous tentons donc de saisir un peu mieux de quoi est faite aujourd'hui l'idéologie dominante qui traverse nos existences parfois à notre insu et s'appuie sur les inégalités et la précarité : le néolibéralisme.

Dans un contexte socio-économique et politique en état de crise perpétuelle, développer une connaissance fine de la précarité nous semble pertinent pour augmenter la qualité de l'accompagnement des groupes de femmes victimes de violence conjugale et/ou précarisées qui fréquentent nos services, mais aussi et avant tout pour les femmes elles-mêmes.

Car mieux connaître et distinguer les différentes formes de précarité vécues permet de les relier aux systèmes de domination (conjugale, économique,..) qui les entretiennent. C'est une étape essentielle pour deux raisons au moins : d'une part, elle offre la possibilité aux femmes de donner sens aux expériences de précarité qu'elles endurent (ici par la prise de conscience -ou la confirmation- du

fait que leur vécu de précarisation bénéficie à d'autres)¹, et d'autre part, en les dévoilant, elle favorise la lutte contre les systèmes d'oppression en question.

En espérant contribuer à « la mise à jour des rapports de pouvoir » à l'œuvre dans la précarisation des existences², ces quelques pages pourraient apporter leur pierre à la construction de résistances et de solidarités entre femmes.

Le fond de l'air est néolibéral

« En ce début de 21^e siècle, la mondialisation néolibérale n'a plus, pour la grande majorité des populations de ce monde, que les atours d'une gigantesque supercherie. N'ayant pas tenu ses 'promesses' de justice et de prospérité infinie, elle n'est pas le 'jeu' où tout le monde gagne mais plutôt une imposture générant l'inégalité, un monde où, si quelques-uns s'en mettent plein les poches, les femmes sont les grandes perdantes »³.

La thématique de la précarité a été abordée dans plusieurs de nos publications récentes⁴, la reliant notamment à la pauvreté, au mal-logement et au chômage dans un contexte social et économique où les inégalités prospèrent. Inégalités entre populations des pays développés ou émergents et les autres, bien entendu, mais aussi au sein des populations de chaque état ainsi qu'entre femmes et hommes.

Nous y rappelons que les femmes sont plus que les hommes touchées par les mesures gouvernementales en contexte d'austérité. Quelques exemples : en janvier 2015, plusieurs milliers de chômeurs/-euses (parmi lesquelles deux tiers de femmes) ont été exclu-e-s du bénéfice des allocations d'insertion et renvoyé-e-s de fait vers des CPAS débordés ou dans la dépendance envers d'autres personnes ayant des revenus -conjoint, parent, enfant : soit, quoi qu'il en soit, vers des revenus inférieurs au seuil de pauvreté ; l'accès à un emploi stable est plus difficile encore pour des mères célibataires ; enfin, dans un contexte d'affaiblissement organisé des services publics, l'accès à des logements sociaux ou à des crèches communales est loin d'être garanti pour chaque personne et famille dont la modestie des revenus le justifierait. Les femmes que nous rencontrons subissent bel et bien une précarité liée au contexte socio-économique et politique dans lequel nous vivons.

¹ « (...) le pouvoir de donner sens à son expérience constitue en somme le premier pouvoir à récupérer », écrivent Damant (Dominique), Paquet (Judith) et Belanger (Jo), dans « Recension critique des écrits sur l'empowerment ou quand l'expérience de femmes victimes de violence conjugale fertilise des constructions conceptuelles », in *Recherches féministes*, vol. 14, n° 2, 2001, page 143 (<http://id.erudit.org/iderudit/058146ar>).

² Lamoureux (Diane), « Objectiver les situations, réifier les personnes », in *Les possibles du féminisme. Agir sans « Nous »*, Montréal, Les éditions du Remue-Ménage, 2016, p.106.

³ Vanden Daelen (Christine), « Essai pour un historique des féminismes et de leurs stratégies », 2015, CADTM, consulté le 10/8/16 (<http://www.cadtm.org/Essai-pour-un-historique-des>).

⁴ *Accès au logement capacités et empowerment des femmes victimes de violences* (2013), « Politiques d'austérité et égalité femmes-hommes : en arrière toute ! » (2014), « Nos associations sont-elles des oubliettes de la guerre des sexes ou des chambres d'écoute des inégalités de genre ? » (2015), « Comment et pourquoi les politiques en matière de chômage affectent-elles davantage les femmes que les hommes ? » (2015). A consulter sur le site www.cvfe.be

Or, nous constatons que ce contexte est régulièrement appelé « néolibéral » par celles et ceux qui le questionnent. En effet, ces vingt-cinq dernières années, de nombreux chercheurs/-euses et militant-e-s ont démontré et dénoncé les effets concrets de l'influence du courant de pensée néolibéral au sein du monde du travail. Notamment en mettant en lumière les façons dont elle concourt « à *affaiblir ou à abolir les repères et les solidarités collectives* » grâce à l'existence « *d'une armée de réserve de main-d'œuvre docilisée par la précarisation et par la menace permanente du chômage* »⁵.

On perçoit d'emblée que le terme de néolibéralisme est intimement lié à celui d'insécurité. Et que c'est d'abord dans le monde du travail que ce couple est apparu au grand jour. Sans surprise, c'est donc en parallèle avec cette analyse critique des idées dites néolibérales que la notion de précarité a commencé à être utilisée régulièrement à partir des années 80' pour évoquer « *l'angoisse collective liée au rétrécissement du marché de l'emploi et au sentiment d'insécurité issu du caractère précaire des nouvelles formes de contrat de travail* »⁶.

Pour comprendre de quoi est faite, c'est-à-dire comment est socialement construite, la précarité vécue à différents degrés par les femmes que nous rencontrons, nous devons donc prendre le temps de saisir plus clairement ce qui se cache derrière cette notion parfois floue de néolibéralisme. A la fois pour être en mesure d'échanger avec des femmes précarisées et de mieux les (aider à) comprendre, mais aussi pour parler et réfléchir avec les travailleuses/-eurs qui les accompagnent.

Une sphère de précarité sociale, économique et politique

Alors, de quoi « néolibéralisme » est-il le nom ? Et comment sa signification peut-elle éventuellement nous aider à mieux saisir la précarité vécue par les personnes ? Pour apporter une réponse à ces questions, nous avons décidé de nous appuyer essentiellement sur un livre consacré entièrement à ce sujet par deux chercheurs français pour qui :

« (...) Il s'agit de la manière dont nous vivons, dont nous sentons, dont nous pensons. Ce qui est en jeu n'est ni plus ni moins que la forme de notre existence, c'est-à-dire la façon dont nous sommes pressés de nous comporter, de nous rapporter aux autres et à nous-mêmes (...). (Il s'agit de) l'ensemble des discours, des pratiques, des dispositifs qui déterminent un nouveau mode de gouvernement des hommes selon le principe universel de la concurrence »⁷.

⁵Bourdieu (Pierre) « L'essence du néo-libéralisme », in *Le Monde Diplomatique*, mars 1998. Consulté le 22 /6/16 sur le site du Monde Diplomatique: <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609>.

⁶ Vandecasteele (Isabelle), Lefebvre (Alex), « De la fragilisation à la rupture du lien social : approche clinique des impacts de la précarité et du processus d'exclusion sociale », in *Cahiers de psychologie clinique*, 1/2006 (n° 26), pages 137-162. Consulté le 21/7/16 sur <https://www.cairn.info/revue-cahiers-de-psychologie-clinique-2006-1-page-137.htm>

⁷ Laval (Christian) et Dardot (Pierre), *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, 2009, Ed. La Découverte, pp.5-6.

Parfaitement intégrée au capitalisme, la pensée néolibérale n'est pourtant pas seulement une conception de ce qui doit se faire sur le plan économique. Son succès est plus global. Au sens géographique, puisqu'elle s'étend à la planète entière (c'est la « mondialisation néolibérale »). Mais aussi parce qu'elle concerne quatre dimensions fondamentales de nos existences.

Tout d'abord, ce succès se marque effectivement sur le plan économique avec, d'une part, la tendance à intégrer au marché (donc à privatiser) des biens communs tels que l'eau ou des services publics comme la santé et, d'autre part, la domination du capitalisme financier. Ces deux tendances ont des effets bien concrets sur nos vies avec la fragilisation, voire la disparition, de services publics, mais aussi via la diminution maximale des coûts liés au travail (menace permanente de délocaliser les usines dans des pays en développement, diminution des effectifs, donc des emplois, grâce à l'informatique et à la robotisation et stagnation des salaires au profit de la rémunération des actionnaires qui ont placé leurs économies dans des parts de l'entreprise).

Mais les politiques menées par nos gouvernements sont également sous forte influence de la pensée dominante : les flux financiers restent peu ou pas taxés ; les bénéfices des entreprises sont protégés contrairement aux revenus du travail ou aux biens de consommation⁸ ; les états et la Communauté européenne fonctionnent comme des garants de l'économie de marché et des sauveurs de des banques garantes (?) de l'équilibre financier ; les politiques d'austérité confirment que l'état-providence se réduit - sans pour autant disparaître ; la tentation de la mise en concurrence des personnes et des services traverse par ailleurs les institutions publiques elles-mêmes.

Sur le plan social et dans le monde du travail ce succès néolibéral se traduit par « *l'affaiblissement du pouvoir d'achat jusqu'à l'appauvrissement de fractions entières des classes populaires* », ainsi que par « *l'érosion progressive des droits attachés au statut de travailleur, l'insécurité instillée peu à peu dans tout le salariat par les 'nouvelles formes d'emploi' précaires, provisoires et temporaires, les plus grandes facilités de licenciement, (...)* »⁹.

Enfin, le néolibéralisme construit et promeut une certaine forme de subjectivité : une façon de sentir, de penser, de nous situer en relation avec les autres sur le mode de la concurrence et de la valorisation du risque. C'est cette représentation du monde qui permet par exemple à la patronne des patrons français de poser la question qui suit : « *La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ?* »¹⁰. Autrement dit, si la précarité est naturelle, pourquoi ne pas en faire la norme dans le domaine de (la recherche de) l'emploi ? Reste à chacun-e d'entre nous, en tant que bon sujet néolibéral, à tracer son chemin avec aisance dans ce monde, travaillant sur lui-même pour se transformer et se rendre plus compatible, plus efficace.

8 « Depuis trente ans, la politique fiscale menée dans les pays fortunés a systématiquement réduit les impôts sur les revenus élevés et les profits des entreprises, tandis que toutes sortes de dispositifs d'évasion fiscale leur facilitaient le vol de la richesse collective. » Kempf (Hervé), *Fin de l'occident, naissance du monde*, Paris, Seuil, 2013, p.96.

9 Laval et Dardot, *op. cit.*, p.410.

10 Citée par Laval et Dardot, *op. cit.*, p.428.

Il faut ajouter que l'individu rêvé de ce monde-là est celui qui produit, c'est vrai, mais aussi consomme et, idéalement, de façon addictive. Et de l'avidité pour les objets marchands au fait de ne considérer les humains eux-mêmes que comme des objets de jouissance ou comme des ressources (humaines) plus ou moins passagères, il n'y a qu'un pas. Un pas qui a sans doute été franchi, nous disent Laval et Dardot en s'inspirant du travail d'héritiers de Lacan, si on estime que la perversion, qui consiste à consommer des partenaires comme des objets jetables, « *serait devenue la nouvelle norme des relations sociales* »¹¹.

Parler de norme ici ne veut pas dire que *toutes* les relations entre humains se dérouleraient à présent sur cette base « perverse ». Cela signifie plutôt que nous sommes soumis à des injonctions qui vont dans le sens d'une dés-humanisation des humains, des humains qui ne seraient plus considérés que par leur capacité à produire (du plaisir, du service, un bénéfice). Puis jetés. Cette hypothèse peut sembler bien sombre, pourtant nous croyons qu'elle est pertinente et elle pourrait nous aider à comprendre la précarité spécifique vécue par certaines femmes, notamment primo-arrivantes, dans leur relation de couple¹².

Une illustration parlante : la version néolibérale de l'empowerment

Pour montrer combien le néolibéralisme traverse les espaces et colonise les discours, signalons qu'il existe une version néolibéralisée du concept d'empowerment. Notion qui, dès les années septante, avait pourtant émergé au grand jour dans une perspective progressiste, en étant reprise par les mouvements féministes impliqués dans le développement international pour dénoncer les injustices sociales liées au genre.

Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener distinguent en effet trois modes d'utilisation du concept d'empowerment¹³ :

- Dans un modèle dit *radical* dont nous nous sentons les héritières/-ers et qui est inspiré de Paulo Freire, l'empowerment est associé aux notions de justice (recherche de reconnaissance des groupes pour mettre fin à la discrimination), de redistribution (des ressources), de changement social, de conscientisation et de pouvoir (le pouvoir des gens « d'en bas »)¹⁴.
- Dans un modèle qu'elles nomment *social-libéral*, l'empowerment, est associé aux notions d'égalité, d'opportunités, de lutte contre la pauvreté, d'autonomisation et de capacité de choix. En ce sens, il s'agit d'un

¹¹ *Ibidem*, p.451.

¹² Herla (Roger), « Précarité dans la relation conjugale », 2016 (www.cvfe.be).

¹³ Bacqué (Marie-Hélène), Biewener (Carole), *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*, Paris, La Découverte/Poche, 2013, 175 pp.

¹⁴ Lire entre autres, Begon (René), *Empowerment des femmes et violence conjugale*, CVFE, 2012 (<http://www.cvfe.be/publications/etude/rene-begon/empowerment-femmes-violence-conjugale>).

empowerment des *capabilités*, chères à Martha Nussbaum ou Amartya Sen¹⁵.

- Et, enfin, dans un modèle *néolibéral* la notion d'empowerment est mobilisée « *dans une logique de gestion de la pauvreté et des inégalités, pour permettre aux individus d'exercer leurs capacités individuelles et de prendre des décisions 'rationnelles' dans un contexte d'économie de marché. Avoir accès au pouvoir signifie dans cette acception être intégré au monde du travail et de la consommation, trouver sa place dans l'économie de marché, être 'entrepreneur de sa propre vie'* »¹⁶. On l'aura compris : aucune remise en cause des inégalités sociales dans cette interprétation de l'empowerment.

Pistes pour poursuivre la réflexion critique

Si l'on veut comprendre plus finement encore comment l'air du temps néolibéral transforme un peu partout les existences, et en particulier celles des plus vulnérables d'entre nous, on peut aussi s'appuyer sur (et suggérer aux lecteurs et lectrices) deux autres ressources :

- Celle du laboratoire d'anthropologie prospective de l'Université Catholique de Louvain d'abord, en particulier via un livre dans lequel plusieurs chercheurs-euses tentent de comprendre les effets sur les personnes et les communautés de ce qu'ils-elles appellent « la modernité insécurisée ». Les auteur-e-s s'immergent dans les réalités des personnes et y découvrent notamment comment le creusement des inégalités et la fragilisation des liens sociaux qui en découle suscite de « *nouvelles logiques de jalousie, de défiance, de rivalité, de face-à-face permanent, de performance, de concurrence, de domination et de réussites personnelles aussi instables que précaires et éphémères* »¹⁷.
- Celle de Jean Furtos ensuite, psychiatre français actif au sein de l'« Observatoire national des pratiques en santé mentale et précarité », qui travaille sur les effets cliniques de « *la souffrance psychique d'origine sociale* ». Selon lui, une société est précaire quand elle suscite chez de nombreux individus la peur de perdre les « objets sociaux » qui permettent d'être reconnu, d'avoir une place et donc une identité sociale. En parlant « d'objets sociaux », on voit bien que cet auteur ne limite plus l'analyse de la précarité au monde du travail : ces précieux objets incluent

¹⁵ Lire *Accès au logement, capacités et empowerment des femmes*, CVFE, 2013 (<http://www.cvfe.be/publications/etude/collectif/acces-logement-capabilites-empowerment-femmes-victimes-violence>).

¹⁶ Bacqué (Marie-Hélène), Biewener (Carole), *op. cit.*, pp.15-17.

¹⁷ Critique par Gérard Amougou du livre de Bréda (Charlotte), Deridder (Marie), Laurent (Pierre-Joseph) (dir.), *La modernité insécurisée. Anthropologie des conséquences de la mondialisation*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2013, 470 pp. (Consulté le 20/7/16 sur <https://rsa.revues.org/1225>).

en effet le logement, un statut de chômeur, une pension décente...ou encore pour certaines et certains un droit de séjour sur notre territoire¹⁸.

Les réflexions de Jean Furtos nous accompagnent dans l'analyse des précarités qui affectent les victimes de violences conjugales. En effet, nous pensons que son approche, en intégrant de façon très critique le contexte néolibéral, peut d'autant mieux nous aider à saisir comment la précarité sous différentes formes est au cœur de la relation de couple quand s'y exercent des violences¹⁹.

Pour conclure

Nous proposons de résumer notre point de vue à ces trois idées phares :

- La précarité néolibérale est bien le fruit d'une construction sociale, c'est-à-dire qu'elle découle de choix et de décisions qui sont profitables à une minorité de personnes. Dans l'introduction à leur dernier ouvrage, toujours consacré au néolibéralisme²⁰, Laval et Dardot parlent de l'origine grecque de la démocratie et donc de la préservation de celle-ci au fil du temps comme d'une victoire du peuple (= de tous) contre le pouvoir d'une oligarchie (= de quelques-uns) -une victoire jamais définitive, sans cesse à renouveler et aujourd'hui en grand danger. A travers les accointances entre tenants des multinationales, élites politiques, banquiers d'affaires et hauts fonctionnaires d'état, c'est bien à une minorité de nantis (une oligarchie, donc), dénoncée également par Hervé Kempf,²¹ que profitent avant tout la domination des idées néolibérales et le mouvement de précarisation généralisée, présenté comme naturel.
- Une des particularités de la « raison du monde » néolibérale est justement de présenter comme naturels des phénomènes qui sont en fait le fruit de choix humains, donc de décisions politiques. C'est le cas de la pauvreté mais aussi, comme on l'a vu, de la précarité (les deux vont souvent de pair dans notre société). Or, cette façon de naturaliser des phénomènes sociaux a le grand avantage pour le pouvoir de briser toute envie de révolte individuelle, de décourager d'avance toute tentative de lutte collective (à quoi bon se battre ? puis, avec qui et contre qui exactement ?), tout en rendant les personnes responsables de leurs souffrances et mal-être.
- Via les politiques d'austérité notamment (il y a quelques années, on parlait plutôt « d'ajustements structurels »), les effets concrets du néolibéralisme sur les personnes, et sur les femmes en particulier, dépassent aujourd'hui

¹⁸ Lire notamment Furtos (Jean), *De la précarité à l'auto-exclusion*, Paris, Ed. Rue d'Ulm, 2009, 60 pp.

¹⁹ Herla (Roger), *loc. cit.*

²⁰ Laval (Christian), Dardot (Pierre), *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte, 2016, 252 pp.

²¹ Kempf (Hervé), *L'oligarchie, ça suffit. Vive la démocratie*, Paris, Seuil, 2011, 192 pp.

les frontières du monde du travail salarié. La précarité sociale (qu'on l'associe au néolibéralisme, à la « modernité insécurisée » ou encore au « capitalisme financier généralisé ») influe sur les vies de tous, mais touche plus particulièrement les plus vulnérables d'entre nous, donc les hommes et encore plus les femmes qui se situent à l'intersection de différentes formes de violences. Dont font partie les violences conjugales.

De ces trois points-clés, nous retirons la conviction que pour maintenir un engagement associatif auprès des premières concernées, nous devons continuer à mettre en lumière l'idéologie néolibérale et les décisions et comportements qui en découlent et transforment nos vies, ainsi que chercher à montrer par des exemples concrets comment elle nourrit les inégalités et profite à une minorité.

Il s'agit bien sûr d'être aux côtés des luttes collectives pour diminuer la précarité ou ses effets et donc diminuer les avantages des quelques-uns à qui « le crime profite » (revendications et défense des droits), mais aussi d'accompagner et de comprendre les démarches de résistance des femmes précarisées : à quelles conditions peuvent-elles s'approprier cette précarisation qui est d'abord subie ? Quelles solidarités la précarité néolibérale rend-elle nécessaires et ravive-t-elle ? Quelles inventions rend-elle possibles ?

Femmes et précarité en contexte néolibéral

Collectif contre les violences conjugales et l'exclusion (CVFE asbl) : rue Maghin, 11- 4000 Liège.

Publications (analyses et études) : www.cvfe.be

Contact : René Begon - renebegon@cvfe.be - 04 250 96 87.

Avec le soutien du Service de l'Education permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie.